



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.3/45/L.98
28 novembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
TROISIEME COMMISSION
Points 12 et 118 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1990-1991

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/45/L.73

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale

A. Demandes formulées dans le projet de résolution

1. Aux termes du projet de résolution A/C.3/45/L.73, l'Assemblée générale :

a) Déciderait de convoquer à un niveau élevé, en 1993, une conférence mondiale des droits de l'homme (par. 1);

b) Déciderait de créer un comité préparatoire de la Conférence mondiale des droits de l'homme, qui serait ouvert à la participation de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées et d'autoriser des observateurs à participer à ses travaux, conformément à la pratique établie à l'Assemblée générale (par. 2);

c) Déciderait également que le Comité préparatoire devrait avoir pour mandat de soumettre à l'Assemblée générale, pour examen, des propositions concernant l'ordre du jour, la date, la durée et le lieu de la Conférence ainsi que la participation à celle-ci, les réunions et activités préparatoires à organiser aux niveaux international, régional et national, et les études et documents qu'il serait souhaitable d'établir (par. 3);

d) Chargerait le Comité préparatoire des préparatifs de fond de la Conférence, conformément aux buts et objectifs de la Conférence tels qu'ils sont énoncés au paragraphe 1 et compte tenu des recommandations que formulerait la Commission des droits de l'homme à sa quarante-septième session (par. 5);

e) Déciderait que le Comité préparatoire tiendrait une session de cinq jours à Genève en septembre 1991 (par. 6);

f) Déciderait aussi, conformément à sa résolution 42/211 du 21 décembre 1987, et sans modification du montant total des ressources approuvées par l'Assemblée générale pour l'exercice 1990-1991 ni du plan général convenu pour le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993, que le processus préparatoire et la Conférence elle-même seraient financés sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, sans préjudice pour les programmes prévus au chapitre 23 du budget, et solliciterait le versement de fonds extrabudgétaires (par. 7);

g) Encouragerait le Président de la Commission des droits de l'homme, les présidents ou autres membres désignés des organes d'experts s'occupant des droits de l'homme, ainsi que les rapporteurs spéciaux et thématiques et les présidents ou membres désignés de groupes de travail à participer aux travaux du Comité préparatoire (par. 9);

h) Prierait le Secrétaire général de désigner, parmi les membres du Secrétariat, un secrétaire général de la Conférence et d'apporter au Comité préparatoire toute l'assistance nécessaire (par. 12).

B. Activités prévues pour donner suite aux demandes formulées

2. Au cas où la résolution serait adoptée, le Secrétaire général convoquerait, comme cela a été demandé, une session du Comité préparatoire en septembre 1991 à Genève, session qui durerait cinq jours. A ce moment-là, le Comité préparatoire formulerait, aux fins d'examen par l'Assemblée générale à sa quarante-sixième session, des propositions concernant l'ordre du jour, la date, la durée et le lieu de la Conférence, ainsi que la participation à celle-ci, les réunions et activités préparatoires à organiser aux niveaux international, régional et national, et les études et documents qu'il serait souhaitable d'établir.

3. La session du Comité préparatoire en septembre 1991 entraînerait des dépenses dont le montant est estimé à 369 400 dollars, sur la base des hypothèses suivantes :

a) La session durerait cinq jours;

b) Il faudrait établir 250 pages de documentation avant la session, 60 pages pendant la session et 32 pages après la session;

c) Les travaux du Comité préparatoire s'effectueraient en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe.

4. Il faudrait en outre solliciter une dérogation au paragraphe 6 de la section I de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1985, aux termes duquel l'Assemblée a réitéré l'instruction qu'elle avait donnée à tous ses organes subsidiaires d'achever leurs rapports pour la session suivante de l'Assemblée au plus tard le 1er septembre et, s'il y avait lieu, de rendre compte à l'Assemblée de toute activité entreprise après l'adoption desdits rapports, dans des additifs au rapport des organes intéressés.

5. Les prévisions de dépenses relatives aux services de conférence indiquées au paragraphe 3 procèdent de l'hypothèse que les services requis en l'occurrence ne pourront pas être assurés au moyen des ressources prévues pour le personnel permanent au chapitre 29 (Services de conférence et bibliothèque) du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 et qu'il faudra recruter du personnel temporaire pour les réunions. Les ressources en personnel à prévoir à ce titre ne pourront être déterminées qu'au vu du calendrier des conférences proposé pour 1990-1991. Toutefois, comme il a été indiqué au paragraphe 29.5 du projet de budget-programme, les ressources prévues pour 1990-1991 au titre du personnel temporaire pour les réunions ont été estimées sur la base de l'expérience de l'exercice biennal précédent, de façon à tenir compte non seulement des réunions programmées, mais aussi des réunions supplémentaires. En d'autres termes, le budget-programme inclut des crédits non seulement pour les réunions qui étaient déjà prévues au moment de l'établissement du budget, mais aussi pour celles qui pourraient être autorisées ultérieurement, sous réserve que le nombre et la répartition des conférences et réunions devant se tenir au cours de l'exercice biennal 1990-1991 correspondent au schéma des dernières années. Sur cette base, l'adoption du projet de résolution A/C.3/45/L.73 ne nécessiterait pas l'ouverture d'un crédit supplémentaire au chapitre 29 du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991.

C. Dépenses supplémentaires

6. Il est évident qu'il faudrait prévoir des dépenses supplémentaires en 1992 et 1993. Toutefois, à ce stade, il n'est pas possible de déterminer avec précision le montant des dépenses supplémentaires qui résulteraient de l'application du projet de résolution en question, étant donné que le processus préparatoire de la Conférence ne sera défini qu'après la première session du Comité préparatoire. Le Secrétaire général sera mieux à même d'évaluer ces dépenses une fois que le Comité préparatoire aura pris des décisions lors de sa première session en septembre 1991, en particulier en ce qui concerne, d'une part, les réunions et activités préparatoires à organiser aux niveaux international, régional et national et, d'autre part, la question de savoir dans quelle mesure, et selon quelles modalités, le Président de la Commission des droits de l'homme, les présidents ou autres membres désignés des organes d'experts s'occupant des droits de l'homme, ainsi que les rapporteurs spéciaux et thématiques et les présidents ou membres désignés de groupes de travail participeront aux travaux du Comité préparatoire.

7. On peut néanmoins raisonnablement penser qu'il sera nécessaire de renforcer le Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat en faisant appel à du personnel temporaire et qu'il faudra prévoir pour le Centre des ressources au titre des frais de voyage et des services de consultant. En outre, il est probable que le Département de l'information du Secrétariat aura besoin de ressources pour mettre en oeuvre un programme d'information dans le cadre de l'appui aux activités préparatoires et à la Conférence proprement dite. Sans vouloir préjuger à ce stade les résultats de la première session du Comité préparatoire, ni fixer à l'avance une enveloppe globale ou une limite pour les ressources destinées à la Conférence et à son processus préparatoire, le Secrétaire général aurait l'intention d'inscrire au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 un montant de 1,5 million de dollars pour couvrir les dépenses qui résulteraient des décisions prises par le Comité préparatoire à sa première session.

D. Récapitulation

8. En conséquence, si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution A/C.3/45/L.73, il ne faudrait prévoir aucune dépense additionnelle pour 1990-1991. Un montant de 1,5 million de dollars serait inscrit au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 afin de couvrir les dépenses supplémentaires qui résulteraient des décisions prises par le Comité préparatoire à sa session de septembre 1991.
